



La réforme des retraites

François Hommeril, président de la CFE-CGC « Les cadres passent à la caisse en permanence »

INTERVIEW

Le représentant du syndicat des cadres, qui sera reçu vendredi à Matignon, s'inquiète pour ceux qui ont fait des études et commencé à travailler tard.

Le chef de l'État a indiqué sa préférence pour un âge de départ dépendant d'une durée de cotisation. Qu'en pensez-vous ?

Sur un plan pratique, cette déclaration surprise illustre un grand mépris des acteurs sociaux qui discutent, depuis dix-huit mois, avec le haut-commissaire Jean-Paul Delevoye sur un projet qui s'est élaboré petit à petit. Par rapport à l'épisode des ordonnances Travail, où les réunions n'avaient servi à rien puisque tout était déjà écrit, les consultations ont été menées de façon respectueuse. Le haut-commissaire et son équipe ont su profiter d'une intelligence collective. La saillie du Président, qui n'est rien d'autre qu'une perche tendue à la CFDT, réduit ce travail à néant. Sur le fond ensuite, nous disons depuis le début que cette réforme est inutile. Les régimes ne sont plus menacés dans leur équilibre actuel, ils se sont adaptés dans des circonstances difficiles grâce aux différentes mesures prises par le passé. Pourquoi vouloir encore changer la donne avec ce slogan « *un euro cotisé vaut les mêmes droits pour tous* », alors qu'on sait très bien que cela ne sera jamais le cas ?

Que redoutez-vous ?

Dans cette énième réforme, je voyais une chose positive : l'abandon de la durée de cotisation et donc du malus que cela génère pour les cadres. Elle a été augmentée de cinq ans en une génération, c'est colossal ! 80 % d'une classe d'âge décroche son bac, 60 % poursuit des études supérieures. Leurs perspectives, c'est de rentrer sur le marché du travail entre 23 et 25 ans et de partir en retraite entre 68 et 70 ans si on allonge encore la durée d'assurance, alors que l'espérance de vie en bonne santé recule ? Ça n'a aucun sens ! Le taux d'arrêt maladie des plus

« Avec cette réforme, le gouvernement veut mettre la main sur une masse financière colossale »

de 50 ans augmente de façon exponentielle, leur taux de chômage est plus important que chez nos voisins européens, les ruptures conventionnelles explosent... On nage en plein paradoxe !

Croyez-vous aux négociations que le Président a évoquées ?

Non. Depuis les précédents sur la formation professionnelle et l'assurance chômage, j'ai perdu la confiance, comme mes adhérents. La retraite représente 320 milliards d'euros, plus de 15 % du PIB, le niveau de vie des retraités a un impact sur la croissance, ce sont des ressources stables pour l'économie. Avec cette réforme, le gouvernement veut mettre la main sur une masse financière colossale.

Les cadres sont-ils les perdants des réformes sociales ?

Ils passent à la caisse en permanence alors que leurs droits ne font que s'affaiblir. Le poids de leur imposition sur le revenu est passé de 56 milliards à 78 milliards d'euros entre 2014 et 2017. La réforme du barème, le plafonnement du quotient familial... ce sont les cadres qui en font les frais. Sur l'assurance chômage, alors qu'ils contribuent à 42 % des ressources et qu'ils ne consomment que 15 % des allocations, le gouvernement les punit en instaurant une dégressivité sur le montant de leurs indemnités. C'est une politique discriminatoire envers une population qui contribue beaucoup à la solidarité nationale. Comment voulez-vous maintenir la cohésion de la société en continuant d'accroître la pression sur les mêmes ? ●

PROPOS RECUEILLIS PAR E.S.